



À Nantes, rassembler le camp du social et de l'écologie

Dans un premier document, nous avons dessiné notre vision de Nantes, une ville qui ne doit pas être laissée aux mains du marché, c'est-à-dire aux promoteurs et à leurs soutiens financiers. Nous avons également avancé l'objectif de la gratuité des transports en commun. Nous poursuivons notre travail d'élaboration de propositions. Il est le fruit du bilan de nos élu·e·s mais aussi des exigences citoyennes qui ont émergé tout au long du mandat actuel.

La discussion, le débat démocratique ne se portent pas bien. La V^e République prend des habits de plus en plus autoritaires, une crise démocratique couve dans notre pays. Une action municipale soucieuse de l'action de proximité doit en tenir compte. C'est ce que nous développons en proposant que les actuelles « mairies-annexes » deviennent de vraies mairies de proximité. C'est aussi pourquoi nous avançons l'idée de consultations des citoyennes et des citoyens pour les grands projets d'aménagement, d'urbanisme, de transports. Ces consultations doivent pouvoir aboutir à un vote des habitantes et des habitants, quand cela est nécessaire.

Cette deuxième contribution est une main tendue à toutes celles et tous ceux qui vivent et investissent Nantes. Nous croyons le rassemblement de la gauche et de l'écologie possible et utile pour les habitant·e·s. Nous ouvrons le débat sur les sujets qui semblent être prioritaires autant que rassembleurs. Bonne lecture.

Garder la ville à gauche

Faire de Nantes un modèle de justice sociale et écologique

Le faire avec les habitantes et les habitants

Pour permettre aux habitant·e·s, quelles que soient leurs ressources, de rester vivre à Nantes, pour favoriser la mixité sociale, il faut continuer les efforts entrepris en matière de logement. C'est la mère de toutes les batailles.

1. Continuer la production de logements. Trop de personnes sont contraintes d'aller vivre loin de Nantes faute de moyens financiers. La population augmente, il faut loger celles et ceux qui souhaitent vivre en ville. Nantes n'est pas dense et il y a de la place pour construire. Il faut surveiller la bonne intégration des règles de construction de logements sociaux et très sociaux par les opérateurs immobiliers.

2. Construire des immeubles passifs (c'est-à-dire conçus pour fonctionner avec très peu d'énergie) afin de réduire au maximum les factures de production d'énergie.

3. Promouvoir le tout nouvel organisme de foncier solidaire, qui permettra à de futur-e-s acquéreur-e-s d'être propriétaires des murs uniquement et non plus du foncier. Cela baissera concrètement le coût d'un achat et aura, à terme, un impact favorable sur les valeurs immobilières.

4. Fixer l'objectif politique d'une ville zéro SDF. Le droit au logement doit se traduire par une proposition adaptée à chaque personne à la rue. Dans une ville où on vante les réussites économiques, et constatant la défaillance de l'État, il n'est pas possible de ne trouver aucune solution pour les plus en difficultés sociales.

Pour respirer un air sain, pour donner aux transports doux et collectifs toute leur place en ville, il faut réduire l'utilisation de la voiture individuelle.

5. Aller vers la gratuité des transports en commun. Toutes les organisations politiques se sont saisies du sujet. Johanna Rolland a proposé la gratuité les weekends. La ville de Dunkerque a commencé par les weekends avant d'étendre la gratuité à tous les jours. C'est cet objectif que nous devons fixer collectivement, en impliquant les citoyen-ne-s dans la discussion, en organisant un grand débat public.

6. Interroger la place de la voiture en ville les soirs de certaines grandes manifestations. Imaginer des navettes spécifiques pour se rendre à un concert, un évènement sportif, notamment les jours de risques élevés de pollution atmosphérique, doit être prioritaire.

7. Investir la Loire et l'Erdre en élaborant de nouveaux franchissements réservés aux piétons et aux vélos.

Parce que ces enjeux sont déclinables très concrètement au cœur de nos vies, parce qu'il est nécessaire d'accompagner la transition écologique avec enthousiasme et de permettre à toutes et tous de bien manger.

8. Tendre vers des repas 100 % bio, locaux et responsables à l'échéance du mandat prochain, dans les cantines scolaires, les crèches municipales. Il faut utiliser la cuisine centrale en régie de la ville et qu'elle se fournisse auprès de producteurs locaux. Une régie agricole peut être mise en place (pourquoi pas, en partie, au niveau du projet Doulon-Gohards) pour fournir en partie la cuisine centrale.

9. Amplifier la démarche d'élimination des contenants en plastique pour aller vers leur interdiction, dans les cantines scolaires et les crèches municipales.

10. Créer une régie municipale agricole et alimentaire doit être accolée à une discussion avec les habitant-e-s sur les habitudes alimentaires et de consommation.

Parce que Nantes s'inscrit dans un ensemble plus large, que les enjeux écologiques (qualité de l'air, de l'eau, biodiversité, éducation à l'environnement) sont essentiels, il faut soutenir des projets de promotion de la nature.

11. Accompagner un projet de Parc Naturel Régional de l'Estuaire et de Grand Lieu. L'Estuaire est à la fois un espace naturel remarquable mais aussi un des poumons économiques de la région. Il s'agit de bâtir un projet conjuguant protection de l'environnement, aménagement du territoire et développement économique.

Pour adapter la ville aux bouleversements climatiques, il faut faire de Nantes un modèle bio-climatique.

12. Débitumer les cours d'écoles et convertir les parkings en stationnements perméables et végétalisés.

13. Ne plus couper d'arbres et encourager la plantation d'arbres par les particuliers, y compris financièrement.

14. Sanctuariser des espaces naturels dans la ville en recensant les friches et en étudiant leur potentialité afin de maintenir certaines en l'état (après dépollution).

Pour dessiner une ville qui soit motrice d'un cadre de vie apaisant, qui encourage les loisirs et les balades, il faut délimiter le fonctionnement des commerces.

15. S'opposer au travail le dimanche dans les zones commerciales.

16. Lutter contre l'étalement de la ville par l'extension des zones commerciales en périphérie. La densification et la lutte contre l'artificialisation des sols s'imposent aussi aux grandes entreprises de la distribution. La ville, par la voix des élu-e-s, doit reprendre toute sa place dans la répartition des commerces et sa priorité doit aller au maintien de la densité commerciale dans le centre ville et au développement des commerces dans les cœurs de quartier.

Pour favoriser la mixité sociale et donner aux enfants toutes les chances de bien grandir dans la ville, il faut imaginer des solutions nouvelles d'accueil des tout-petits et affirmer l'enseignement public comme prioritaire.

17. Créer de nouvelles places en crèches municipales. Lors du dernier mandat, l'effort de création de 400 places a consisté principalement à subventionner la création de crèches associatives. L'accueil en crèches reste le plus accessible financièrement. Des crèches municipales doivent être prioritairement construites.

18. Favoriser l'installation des Maisons d'assistant-e-s maternel-le-s. La demande des familles est forte. L'exigence étant de trouver des locaux adaptés (en rez-de-chaussée, avec un extérieur), nous ferons appel aux propriétaires volontaires qui n'utilisent pas le bien pour conventionner avec des assistant-e-s maternel-le-s. Comme sur d'autres sujets, nous étudierons le droit de réquisition des locaux vacants afin de pallier cette difficulté.

19. Augmenter le nombre d'enfants inscrits en école publique. L'État a instauré l'école obligatoire à 3 ans. Cela ne peut se faire au détriment des écoles publiques. Toutes nos forces doivent être tournées sur un accueil de qualité et des passerelles assumées entre crèches, garde d'enfants, périscolaire et écoles publiques.

20. Créer un service public du périscolaire. Nous sommes favorables à la reprise en direct des activités autour de l'école par la ville. Les temps d'activité avant et après l'école posent des enjeux de cohésion sociale évidents. La municipalisation du service est aussi une façon de construire une offre cohérente et unique pour tous.

Pour savoir à qui s'adresser, pour organiser la juste attention aux demandes des habitant-e-s, il faut repenser la proximité aux personnes.

21. Faire des actuelles « mairies-annexes » de vraies mairies de proximité, avec le personnel suffisant et la capacité à répondre aux demandes. Les tâches déléguées

par l'État, comme la délivrance des passeports, devraient être assumées par l'État afin de ne pas empiéter sur le travail du quotidien des agents de la mairie.

22. Privilégier une politique municipale plus centrée sur l'amélioration concrète du quotidien des habitant·e·s. C'est vrai, par exemple, pour les questions de propreté : ne faut-il pas une augmentation du personnel municipal pour ce service essentiel dans une ville qui voit sa population augmenter ?

Pour penser la ville avec les habitant·e·s, il ne suffit pas de demander l'avis sur des équipements de quartier. La discussion doit être possible à l'échelle de la ville, sur des sujets importants et où l'avis populaire compte tout au long de la démarche.

23. Mettre en place des consultations locales où la ville organise le débat et permet l'éclairage de toutes et tous avant de permettre à la population de trancher. Les projets importants, émergents en cours de mandat, devront notamment être questionnés, tels que la gratuité des transports ou les habitudes de consommation.

Pour que la qualité de vie s'améliore, il faut admettre que la lutte contre les trafics et les incivilités ne sera pas réglée par la présence de caméras dans chaque rue de la ville, ni par l'armement de la police municipale que la droite demande de manière démagogique. Les carences de l'État sont évidentes et doivent être dénoncées.

24. Porter l'effort de la ville, en lien avec le conseil départemental, sur la présence humaine dans tous les quartiers. Cela induit des recrutements d'éducateur·rice·s en nombre, de gardiens d'immeubles, de médiateur·rice·s de rue.

Le rassemblement n'est pas un totem, c'est un objectif. Il est souhaitable et réalisable. Il ne peut se faire que si toutes les organisations de gauche et de l'écologie échangent autour de propositions, confrontent les idées. C'est la démarche que nous avons initiée : trouver les convergences qui permettent de garder la ville à gauche et de faire de Nantes, avec les habitantes et les habitants, un modèle de justice sociale et écologique.

Qui sommes-nous ?

En France, longtemps espace de discussion entre militant·e·s souhaitant ancrer le Parti socialiste à gauche, la Gauche démocratique et sociale, prenant acte du mauvais bilan du quinquennat Hollande, est devenue parti politique.

En Loire-Atlantique, nous sommes un collectif de femmes et d'hommes, militant·e·s, élu·e·s, se réunissant régulièrement. Certain·e·s d'entre nous sont également engagé·e·s ailleurs à gauche. Beaucoup militent dans un syndicat ou une association. Nous mettons la question sociale au cœur de nos discussions et défendons une économie au service de l'intérêt de la majorité sociale du pays, les salarié·e·s. Convaincu·e·s que rien ne se fait sans l'union de la gauche, nous œuvrons pour son rassemblement. Notre réseau est ouvert à toutes celles et tous ceux qui partagent ces convictions.

À Nantes, dans le cadre de la prochaine élection municipale, nous soumettons à la discussion politique nos idées, résolument ancrées dans le quotidien des habitant·e·s ainsi qu'une méthode, le rassemblement à gauche, sans exclusive ni hégémonie.

Contacts :

gauchedemocratiqueetsociale44@gmail.com

Nadège Boisramé 06 63 55 79 55

Philippe Brard 06 46 11 06 66

Marlène Collineau 06 78 99 24 89

